

Censé transposer en droit français la directive européenne relative aux OGM, le projet de loi soumis au sénat a été élaboré dans une très grande opacité, sans aucune concertation. C'est désormais la marque de fabrique du gouvernement Villepin : éviter tout débat pour tenter de passer en force.

Une loi sur les OGM est pourtant indispensable : un cadre juridique clair doit permettre de protéger enfin notre santé, notre environnement et le libre choix de notre alimentation.

Or, le texte proposé est de facto une loi d'autorisation des cultures OGM et de normalisation de la pollution génétique, bafouant ainsi le principe de précaution alors que les directives européennes insistent sur la maîtrise de leur dissémination.

*Alors que 78% des français souhaitent interdire temporairement les OGM afin d'évaluer précisément leurs impacts sanitaires et environnementaux*, Les Verts rappellent, à l'occasion de la journée nationale contre les OGM du 8 avril, leur opposition aux OGM et à ce projet de loi qui légalise la contamination génétique !